

DÉLIBÉRATION DE_2024_047

Le treize juin deux mille vingt-quatre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE SAINT SEURIN DE PRATS sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 07 juin 2024

Présents : Cyril SEILLEN, Georges MADELAINE, Sylvie PELLIZZER, Michel FRICHOU, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Marie-Catherine ROHOF, Christian GALLOT, Annie MAIGRE, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Cyril BARDE, Dominique IBERTO, Jean-Pierre CHAUMARD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON

Pouvoirs : Ghislain PANTAROTTO représenté par Dominique IBERTO, Jean-Luc FAVRETTO représenté par Marie-Catherine ROHOF, Jean-Thierry LANSADE représenté par Thierry BOIDÉ, Christophe MARCETEAU représenté par Gilles TAVERSON, Marc GRANDY représenté par Georges MADELAINE, Éric FRÉTILLÈRE représenté par Cyril BARDE, Magalie LEPLET-COLLAS représentée par Christian GALLOT, Yves JACQUELIN représenté par Gilbert DE MIRAS

Secrétaire : Cyril SEILLEN

Membres en exercice : 32 Présents : 19 Votants : 27 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 27

OBJET : TAXE DE SÉJOUR - ÉVOLUTION DU BARÈME DES TARIFS A COMPTER DU 1ER JANVIER 2025

Afin de poursuivre l'harmonisation de la Taxe de Séjour sur l'ensemble des 4 EPCI de la Délégation du Grand Bergeracois mise en place au 1^{er} janvier 2021, il est nécessaire de faire évoluer notre taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2025.

VU l'article 67 de la loi n° 2014-1654 de finances pour 2015 du 29 décembre 2014,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2333-26 et suivants et R 2333-43 et suivants,

VU le code du tourisme et notamment ses articles L 422-3 et suivants,

VU le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015,

VU l'article 59 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015,

VU l'article 90 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016,

VU l'article 86 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificatives pour 2016,

VU les articles 44 et 45 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017,

Date de transmission de l'acte: 19/06/2024
Date de reception de l'AR: 19/06/2024
024-200034197-DE_2024_047-DE
A G E D I

VU la délibération du Conseil Départemental de Dordogne du 27/11/2009 portant institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour,

VU l'avis favorable de la Commission « Tourisme & Rivière » du mercredi 29 mai 2024,

VU l'avis favorable du Bureau du jeudi 6 juin 2024,

VU le rapport du Président,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

APPROUVE à l'unanimité les modalités suivantes, applicables au 1^{er} janvier 2025 :

Article 1^{er} : La Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson a institué une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire depuis le 1^{er} mai 2015.

La présente délibération définit toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 2 : La taxe de séjour est perçue en mode réel pour tous les hébergements (palaces, hôtels de tourisme, résidences de tourisme, village de vacances, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures, terrains de camping et de caravanage, meublés de tourisme, chambres d'hôtes).

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (cf. article L 2333-29 du CGCT).

Article 3 : Le Conseil Départemental de Dordogne, par délibération en date du 27/11/2009, a institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L 3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson pour le compte du Département dans les mêmes conditions que la taxe communautaire à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés par le mode réel et forfaitairement pour le mode forfaitaire.

Article 4 : Conformément aux articles L 2333-30 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil Communautaire avant le 1^{er} juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Date de transmission de l'acte: 19/06/2024
Date de reception de l'AR: 19/06/2024
024-200034197-DE_2024_047-DE
A G E D I

Catégories d'hébergement	Tarif CDC MMG	Taxe départementale 10 %	TOTAL TS
Palace	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels 5 étoiles, résidence de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,55 €	0,16 €	1,71 €
Hôtels 4 étoiles, résidence de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,10 €	0,11 €	1,21 €
Hôtels 3 étoiles, résidence de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,04 €	0,11 €	1,15 €
Hôtels 2 étoiles, résidence de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,71 €	0,07 €	0,78 €
Hôtels 1 étoile, résidence de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0,55 €	0,06 €	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classé en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacement dans des aires de camping-car et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,20 €	0,02 €	0,22 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	4 % *	0,40 %	4,40 %

* Proportionnalité du coût de la nuitée pour les hébergements sans classement ou en attente de classement

Le barème suivant est appliqué à partir du 1^{er} janvier 2025.

Article 5 : Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 4, le tarif applicable par personne et par nuitée, pour la communauté de communes de Montagne Montravel et Gurson, hors taxe additionnelle du département est de 4 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité (soit 4.40 €) ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable nationalement aux hôtels de tourisme 4 étoiles (soit 2.50 € en 2024). Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Avec la taxe additionnelle du département le taux applicable est de 4.40 %.

Article 6 : Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L 2333-31 du CGCT :

- les personnes mineures,
- les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la Communauté de Communes de Montagne Montravel et Gurson,
- les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Article 7 : Les logeurs doivent déclarer le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement et reverser le produit de la taxe de séjour encaissé dans les 20 jours qui suivent la fin de la période de perception ;

Article 8 : Le montant de la taxe de séjour est à verser à la Régie « Taxe de Séjour » en deux fois :

- Au 15 septembre de l'année pour la période du 1^{er} janvier au 31 août
- Au 15 janvier de l'année suivante pour la période du 1^{er} septembre au 31 août

Le versement de la taxe sera obligatoirement accompagné des justificatifs prévus à l'article R. 2333-50 du CGT (état récapitulatif des nuitées dûment rempli et signé par l'hébergeur)

Article 9 : Conformément à la loi de finances 2019, les manquements liés à la collecte et au reversement de la taxe de séjour seront sanctionnés de la manière suivante :

- Omission ou inexactitude constatée dans la déclaration : 150 € par défaut (dans la limite de 12 500 € au maximum par déclaration) ;
- Tenue inexacte, incomplète ou retard de la production de l'état récapitulatif / Absence de perception de la taxe de séjour sur un assujetti / Absence de reversement du produit de la taxe de séjour : de 750 € à 12 500 € ;

Les amendes ci-dessus sont prononcées par le Président du Tribunal judiciaire.

Article 10 : Au besoin, et après 30 jours suivant la notification d'une mise en demeure de l'hébergeur, la communauté de communes pourra recourir à une taxation d'office des hébergeurs. Des frais de recouvrement seront facturés à hauteur de 15€.

Le Président,
Thierry BOIDÉ

Date de transmission de l'acte: 19/06/2024
Date de reception de l'AR: 19/06/2024
024-200034197-DE_2024_047-DE
A G E D I

